

Date : 10/10/11

Jean-Marc Borello: "Pour en finir avec l'urgence sociale"

Marika Mathieu



Deuxième épisode de sa série sur la crise économique, Youphil s'interroge avec Jean-Marc Borello, fondateur et président du **groupe SOS** *, sur les solutions à mettre en œuvre contre l'exclusion sociale.

Youphil: Quel est votre constat face à la crise?

Jean-Marc Borello: Ce qui me choque en premier lieu est l'absence totale de solutions innovantes parmi celles mises en œuvre. C'est aussi l'absence de courage politique dans les réformes adoptées. Nous sommes en train de replâtrer des dispositifs qui ne fonctionnent plus. Nous fonctionnons à crédit, avec une série de dispositifs dispendieux qui ne relève que de l'absence d'une gestion réaliste des problèmes sociaux.

Il me semble que l'idéologie a changé de camp: l'utopie est de vouloir continuer à avancer selon ces schémas inefficaces, le réalisme est aujourd'hui d'envisager des changements radicaux.

Évaluation du site

Ce site diffuse des articles concernant l'actualité de l'humanitaire au sens large (catastrophes, social, philanthropie, etc.)

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 3

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Youphil: Peut-on faire avancer les questions sociales, même par temps de "rigueur" budgétaire?

J.-M.B.: On peut être plus solidaire et plus économe en même temps. Mais pour cela, il faut être innovant et remettre en cause les vieux schémas.

On sait par exemple qu'une partie des jeunes de 18 à 25 ans est en extrême difficulté car c'est une période charnière au cours de laquelle on ne perçoit presque aucune allocation de soutien. Nous voyons dans nos structures d'hébergement de plus en plus de jeunes de cet âge, pour qui la bascule dans la marginalité ou l'exclusion peut être très rapide. Nous préparons des contingents de jeunes exclus au lieu de les aider à trouver une place dans la société. Cette question devrait être traitée en priorité et en profondeur.

Lorsqu'une famille est logée dans 20 ou 30 hôtels parisiens différents au cours d'une année, le coût est extrêmement élevé, et c'est indigne pour ces familles et leurs enfants scolarisés parfois à l'autre bout de Paris. Nous avons pourtant des dispositifs expérimentaux qui fonctionnent bien, comme l'intermédiation locative qui propose des appartements aux familles. On sait que c'est beaucoup moins cher, on sait que c'est efficace, mais les pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Je pense aussi aux centres d'accueil pour demandeurs d'asile où on envoie des personnes en situation régulière à qui on interdit de travailler. Alors qu'on sait pertinemment qu'elles seront là pour des années. D'autres pays au contraire exigent l'insertion professionnelle. Mais nous préférons verser à ces gens une allocation pour vivre, alors qu'ils ne demandent qu'à gagner leur salaire. Je considère que c'est un gâchis humain et financier.

Il faut savoir que les activités de réinsertion par l'activité économique -entreprises d'insertion et autres- sont immédiatement rémunératrices pour les personnes comme pour les finances publiques. Chaque année, nous devons pleurer pour la création de quelques postes liés à l'insertion alors que de manière évidente, cette activité fait gagner de l'argent aux finances publiques.

Youphil: Pourquoi cette omniprésence de "l'urgence" dans la gestion des dispositifs sociaux?

J.-M.B: Cette situation d'urgence est maintenue car nous fonctionnons sur des solutions à court terme.

Nous sommes confrontés à la volonté de maintenir artificiellement cette situation d'urgence, pour donner je ne sais quelle impression de rigueur, notamment face à des vagues d'immigration qui pourraient pourtant être gérées autrement et correctement.

Cette vision court-termiste de l'accès à l'emploi, aux soins, au logement... pèse très lourd sur les finances publiques. Il faut au contraire anticiper et prendre des décisions claires sur le plan des politiques sociales. Avec un peu de courage politique, on pourrait améliorer les choses.

Youphil: Votre constat est donc le même qu'avant la crise ?

J.-M.B.: Oui. Mais la crise révèle que nous n'avons plus les moyens de faire face à ces dépenses. Mais si on voit le verre à moitié plein, la crise est révélatrice de dysfonctionnements et pourrait permettre de les remettre en cause. Encore une fois, nous ne pouvons pas continuer comme nous l'avons fait pendant 30 ans.

Il faudrait sortir de la crise par le haut, c'est-à-dire en imaginant de nouveaux dispositifs, dans le domaine de la solidarité et de la lutte contre les exclusions, mais dans bien d'autres domaines aussi.

Youphil: Comment mettre en œuvre cette "sortie par le haut"?

J.-M.B.: Avec la crise, le nombre de personnes en situation de grande exclusion grandit. Les difficultés des personnes sont de plus en plus grandes, et les structures associatives qui y font face ont de moins en moins de moyens.

Ce qui évolue, ce sont certaines entreprises qui ont compris qu'il était de leur devoir de réfléchir à leur impact sociétal. Sans doute à partir des premières réflexions sur la RSE, par l'impulsion de grands groupes mais pas seulement, elles se sont mises à penser, en général avec l'aide d'ONG ou des structures de l'entrepreneuriat social, à la manière d'utiliser les moyens de l'entreprise pour lutter contre l'exclusion au sens large.

On sent du côté de l'entreprise qu'un certain nombre de comportements ne sont plus possibles, parce que les clients, les salariés ou même les actionnaires n'en veulent plus.

Je dirais donc que la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises est en train d'avancer rapidement. Ils ont compris que l'on pouvait travailler ensemble. Le mouvement des entrepreneurs sociaux, les coopératives, mutuelles, sociétés commerciales à intérêt majoritairement sociétal sont en train de démontrer leur efficacité sur ce point.

Mais l'amélioration des politiques publiques n'est pas au rendez-vous. Il faut bien admettre que parmi les trois acteurs nécessaires au principe de "co-construction", c'est-à-dire le public, le privé lucratif et le privé non-lucratif, c'est l'acteur public qui se révèle le plus tiède. Certains hommes politiques semblent avoir compris mais les administrations ont du mal à se réformer.

Le temps de la crise n'est pas celui des institutions. On voit les effets de la crise grandir, mais les réponses publiques ne sont pas en place à ce jour.

En vidéo, trois solutions contre la crise, par Jean-Marc Borello :

video: <http://www.youphil.com/fr/article/04420-jean-marc-borello-pour-en-finir-avec-l-urgence-sociale?ypcli=ano>

Jean-Marc Borello : Trois idées pour sortir de... par Youphil

YOUPIIL

*Le Groupe SOS est un groupe leader d'entrepreneuriat social en France. Dans sa vocation de lutter contre l'exclusion, il rassemble des associations et des entreprises, et emploie plus de 4500 personnes.